
CHRONIQUE

Où en est la Chine en Amérique latine?

Par Mamadou Lamine Sarr*



En 2008, le gouvernement chinois a publié son premier document stratégique concernant l'Amérique latine et les Caraïbes dans lequel il définissait son ambition de consolider ses relations avec les pays de la région. Cette stratégie s'articulait autour de quatre principaux axes à savoir le domaine politique, le domaine économique, le domaine culturel et social et le domaine de la paix, de la sécurité et des affaires judiciaires. Près de dix ans après, la Chine a su s'affirmer et devenir un partenaire politique et économique privilégié de l'Amérique latine et des Caraïbes. Au regard de la stratégie que l'on pourrait qualifier d'isolationniste des États-Unis depuis l'élection de Donald Trump ainsi que de la volonté de Pékin de renforcer son rôle sur l'échiquier mondial, on peut s'attendre à une influence de plus en plus grandissante de la Chine dans les Amériques en particulier dans le domaine économique.

Un partenaire économique de premier plan

À l'image de son engagement dans d'autres régions du monde comme en Asie du Sud ou en Afrique, la Chine a su consolider ses relations commerciales avec l'Amérique latine et des Caraïbes. Une récente étude de l'Université EAFIT de Medellín (Colombie) rappelle qu'entre 2001 et 2014, le commerce de la Chine avec les pays latino-américains et caribéens est passé de 15,7 milliards \$ US à plus de 277 milliards \$ US, faisant ainsi du géant asiatique le deuxième partenaire commercial de la région derrière les États-Unis, mais devant l'Union européenne (UE). La commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) précise que ces échanges commerciaux ont atteint un niveau historique en 2013 avec un montant estimé à 278 milliards \$ US. La CEPALC souligne également qu'entre 2000 et 2015, la part de la Chine dans les exportations de la région est passée de 1 % à 10 %, alors que sa part dans les importations régionales est passée de 2 à 18 %. Une autre illustration de la présence commerciale chinoise en Amérique latine est intervenue en 2009 lorsque la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la première puissance économique de l'Amérique latine, le Brésil.

Lors du dernier congrès du Parti communiste chinois en octobre dernier, le président chinois, Xi Jinping, a rappelé sa volonté de consolider la stature économique internationale de son pays et ceci passera vraisemblablement par un renforcement accru des relations commerciales avec les pays du Sud. Dans cette optique, un aspect pourrait jouer en faveur de la Chine concernant l'Amérique latine à savoir la politique isolationniste du président américain, Donald Trump. À titre d'exemple, à la suite de la sortie des États-Unis du Partenariat Transpacifique (TPP), les pays de l'Alliance du Pacifique – Chili, Colombie, Mexique, Pérou –¹ ont affiché leur volonté de renforcer leur coopération commerciale avec la Chine afin de pallier la sortie de Washington.

La présence chinoise en Amérique latine se mesure également par le dynamisme de ses investissements et l'importance des prêts qu'elle accorde aux pays de la région. Selon la CEPALC, entre 1990 et 2010 les investissements directs chinois dans la région sont passés de 7 milliards à 14 milliards \$ US, avant de baisser les années suivantes pour atteindre 6,9 milliards \$ US en 2015. Toutefois, ceci est à relativiser, car il est difficile de comptabiliser exactement les investissements de la Chine. À titre

¹ [Parmi les pays de l'Alliance du pacifique, seule la Colombie n'est pas encore membre du TPP.](#)

d'exemple, en 2010, la société pétrolière espagnole Repsol a vendu 40 % de sa filiale brésilienne à l'entreprise chinoise Sinopec. Toutefois, cet investissement a été comptabilisé pour la filiale luxembourgeoise de la Sinopec. Comme le souligne la CEPALC, cette pratique est utilisée par toutes les multinationales, mais elle est particulièrement utilisée par les compagnies chinoises. Ainsi, l'investissement chinois dans la région est vraisemblablement sous-évalué même s'il reste élevé. Dans un rapport publié en septembre 2017, l'Organisation internationale du travail (OIT) fait le même constat tout en précisant que la présence économique chinoise a permis la création de 1,8 million d'emplois dans les pays latino-américains entre 1990 et 2016². Ajoutons à cela qu'entre 2005 et 2016, la Chine a accordé plus de 141 milliards \$ US en prêt aux pays latino-américains³.

L'ALENA est « mort », vive la Chine ?

Dans son éditorial du 9 mars 2017 pour *Americas Quaterly*, Shannon O'Neil intitulait sa contribution « China wins if NAFTA Dies »⁴. En effet, l'issue de la renégociation de l'ALENA pourrait être bénéfique à la Chine. Au vu de la position américaine dans les négociations, le Canada et surtout le Mexique se préparent à toute éventualité et la consolidation des relations commerciales avec la deuxième économie mondiale s'inscrit dans cette logique. Historiquement, le Mexique et la Chine sont de vieux rivaux commerciaux, car étant tous les deux de grands exportateurs de produits manufacturés. Ainsi, le Mexique s'est longtemps opposé à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui fut effective en 2001. De plus, la dépendance commerciale par rapport aux États-Unis a conduit le Mexique à limiter ses relations commerciales avec Pékin. Or, depuis l'élection de Trump et l'apparition de différends diplomatiques et commerciaux avec Washington, Mexico semble vouloir se rapprocher davantage de la Chine.

Lors de sa visite en Chine en septembre dernier en marge du 9^e sommet des pays du BRICS, le président du Mexique a rappelé son intention de sauvegarder les intérêts commerciaux de son pays en renforçant les relations avec d'autres pays comme la Chine — qui est le troisième partenaire commercial du Mexique — face au

² http://www.ilo.org/americas/sala-de-prensa/WCMS_573673/lang--es/index.htm

³ https://www.thedialogue.org/map_list/

⁴ <http://www.americasquarterly.org/content/china-wins-if-nafta-dies>

protectionnisme de l'administration Trump. Par ailleurs, cette visite du président mexicain en terre chinoise s'est déroulée au même moment où son pays accueillait le deuxième round de la renégociation de l'ALENA. Hasard ou stratégie politique ? Difficile de ne pas y avoir un signe de la volonté du président Peña Nieto de passer des paroles aux actes.

La Chine n'est pas insensible à ce discours de Mexico et, au-delà des relations commerciales, elle entend également augmenter ses investissements au Mexique. À titre d'exemple, la JAC Motors, une entreprise d'État automobile chinoise a annoncé en mars dernier l'investissement de 200 millions \$ US – en partenariat avec la société mexicaine Giant Motors Latinoamerica – dans la construction de voiture SUV au Mexique, quelques semaines après l'annulation par General Motors, d'un investissement de 1,6 milliard \$ US.

Les liens historiques, la proximité géographique et l'interdépendance économique et commerciale entre le Mexique et les États-Unis constituent des facteurs importants qui permettront vraisemblablement à Washington de demeurer le principal partenaire du Mexique même si l'ALENA disparaissait. La question est de savoir si cela durera, car il est clair que l'échec des négociations constituerait une occasion pour la Chine de consolider ses relations commerciales avec le Mexique. À long terme, Pékin pourrait même devenir le premier partenaire commercial du pays latino-américain, comme elle l'a fait avec le Brésil.

En définitive, la Chine constitue un partenaire économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui peut offrir de nombreuses occasions de croissance. À titre d'exemple, la décision du Panama en juin dernier de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan pour en nouer avec la Chine illustre l'avancée de la Chine dans la région⁵.

**Mamadou Lamine Sarr est auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines (CEI)*

⁵ [Dans les Amériques, 11 États sur 35 ont des liens diplomatiques avec Taïwan : Belize, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay, St Kitts et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines.](#)